

PRESSTALIS DOIT VIVRE

Le système de distribution de la presse est en crise. Il a été mis en place à la Libération, dans le cadre du programme du Conseil National de la Résistance pouvoirs publics et parlementaires considérant alors la presse comme une composante essentielle de la démocratie. Ce système coopératif garantissait la liberté et l'impartialité de distribution des quotidiens, l'égalité et la solidarité entre éditeurs, sur la base de la péréquation des coûts. Cela permettait à tous les titres d'être accessibles partout et pour tous. **Aujourd'hui, après plus de vingt années de fermetures de centres de traitement des titres, de plans de restructurations, l'entreprise, qui s'est appelée NMPP durant soixante-dix ans et Presstalis maintenant est la cible d'une offensive libérale destructrice sans précédent.** Sur 2 500 salariés, la direction envisage de supprimer plus de 1 000 emplois et de sous-traiter l'essentiel de l'activité de production et de service. Ce plan serait l'ultime étape avant la disparition pure et simple de l'entreprise. Avec cette liquidation programmée de Presstalis, c'est la remise en cause complète de l'activité de distribution de la presse qui est en jeu. Certains grands groupes la souhaitent. Ils ont déjà dans leurs cartons une alternative, un système purement libéral qui correspondrait à leurs besoins... **L'Etat ne peut pas se contenter de satisfaire les demandes des patrons. Il doit intervenir pour que le système soit renforcé dans sa mission de service public, y compris en y étant partie prenante. Les moyens existent pour mettre en œuvre cette politique. Rien ne justifie la disparition de Presstalis. Dans l'immédiat, nous demandons :**

- le retrait du plan de la direction de Presstalis
- la convocation d'urgence, par le ministère, d'une table ronde pour refonder le système coopératif de distribution des quotidiens et périodiques, elle devrait notamment avoir pour mission d'examiner les moyens nécessaires - y compris de l'Etat, qui est garant de la démocratie -

A LIRE ABSOLUMENT !

Gabriel COLLETIS

L'urgence industrielle !

Aucun pays ne peut se développer ou même rester un pays avancé sans base productive. C'est pour l'avoir ignoré que certains pays s'enfoncent aujourd'hui dans le chaos et que d'autres, dont la France, risquent d'être entraînés sur la pente du déclin. Les pertes d'emplois et la disparition de pans entiers de l'industrie ne concernent pas seulement certains secteurs ou certains bassins d'emplois. Elles ont des effets dévastateurs sur l'économie dans son ensemble, hypothéquant son avenir et celui des générations futures, mettant en péril la démocratie.

Gabriel Colletis est professeur d'Économie à l'Université de Toulouse 1. Il a été conseiller scientifique du Commissariat Général du Plan. Il a publié plusieurs articles et ouvrages sur l'industrie dont La France industrielle en question (coord.) La Documentation Française (2006). Son dernier livre, intitulé Les nouveaux horizons du capitalisme (coord.) a été publié par Economica en 2008.

LE BORD DE L'EAU « retour à l'économie politique »

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE
Un bus partira d'Alizay
Parc de la Mairie à 11 H 00
Avec arrêt à 11 H 45 Gare Routière à Vernon

CO-VOITURAGES
EVREUX VERS VERNON PUIS CAR
Rendez-vous 10H45 Poste de la Madeleine

S'INSCRIRE IMPERATIVEMENT à
eurepcf@orange.fr ou au 06.70.56.30.76

DEPART PONT-AUDEMER CO-VOITURAGE
Rendez-vous dimanche 30 septembre à 10 H 00
devant la salle d'armes de Pont -Audemer

Prendre son déjeuner éventuellement

DEPART GISORS

> Un car est prévu au départ de
Sérifontaine (Oise) à 11H.

> Un arrêt est prévu à GISORS devant la
salle des fêtes, Place des libertés pour un
départ à 11H30 précises

> Ne seront embarqué(e)s que les inscrits par
ordre d'arrivée, auprès de Marcelle LEROY
en appelant au 02 32 27 42 45 !

29 et 30 septembre
les communistes de Louviers
sont à la Saint-Michel

Les communistes de Louviers vous invitent à venir échanger dans leur stand le week-end de la Saint-Michel. Pour la troisième année consécutive, ils vous proposent d'étudier, de discuter les propositions faites par le Front de Gauche en matière économique, écologique, d'égalité et de solidarité. Et bien sûr tout ça autour d'un petit café et dans une ambiance conviviale.

Dimanche 30 septembre, 10h30 :
on dit « NON ! » au nouveau traité
européen

Rassemblement à notre stand, rue Pierre Mendès France, pour exiger la tenue d'un référendum sur la question du nouveau traité européen. Nous avons le droit de décider ! Nous ne voulons pas d'un traité qui condamnerait le peuple à l'austérité à perpétuité. Exigeons du Président de la République qu'il organise un référendum sur cette question. Demandons également au Député François Loncle qu'il donne son avis sur cette question !



Nous vous
attendons
nombreux

.DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

Manifestation sur traité européen

Vous ne pouvez pas vous rendre
à Paris ?

Alors RDV à Louviers !

REGARDS N° 1445 du 27.09 au 11.10.12 - 0 € 30

SUR L'EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

Non à l'institutionnalisation de l'austérité

Dès janvier 2013, si nous ne prenons pas garde, les Français risquent fort d'être les victimes d'une Europe qui aura fait le choix de l'austérité à tous les étages de la société. Comme si appauvrir les gens était le remède à la crise financière que nous connaissons. On a malheureusement vu ce que cette stratégie suicidaire pouvait donner en Grèce ou encore en Espagne. Appelée « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG), ce pacte budgétaire fut en des temps encore très récents créé de toute pièce par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel. Il prévoit de mettre sous tutelle le budget de la France mais aussi celui des collectivités territoriales et de la sécurité sociale. Autrement dit, nos décisions à la faveur de l'intérêt général devront être soumises au bon vouloir d'une Europe accroc au déficit des Etats et à la spéculation financière. C'est très grave.

Depuis le traité de Lisbonne adopté en dépit du profond désaccord des Français qui avaient pourtant rejeté le projet de constitution européenne en 2005, nous aurions pu croire que la confiscation démocratique ne serait plus de rigueur dans notre pays. Et bien pas du tout ! Le gouvernement socialiste et son président prévoient de ratifier le TSCG sans consultation des Français, contre toute attente et en totale contradiction avec les engagements qu'ils avaient pris pendant la campagne des élections présidentielles ! La sociale démocratie n'en finira donc jamais de jouer les équilibristes sur le terrain de jeu de la droite ? Sont-ils crédibles en se faisant les ambassadeurs du OUI à l'austérité ? Bien sûr que non !

La gauche se doit de dénoncer les exactions faites par Sarkozy et consorts à ce sujet. Elle doit, sans ambiguïté, comme le font les communistes avec le Front de Gauche, dénoncer les vrais responsables de la

crise que nous connaissons, ceux qui détournent les richesses du travail au profit de la finance. Ne devrions-nous pas exiger que ce soit eux qui règlent ce qu'ils ont enfanté ?

Pour toutes ces raisons, François Hollande ne doit pas être le président qui institutionnalise l'austérité. Il s'était engagé à renégocier ce traité ; ça n'a pas été le cas, si ce n'est à la marge avec l'ajout d'un volet croissance qui ne fait même pas parti du TSCG. Les engagements pris devant les Français n'ont donc pas été respectés. C'est pourquoi **exigeons que le peuple français puisse être consulté !** L'organisation d'un référendum est tout à fait légitime et adapté à l'enjeu.

Notre territoire est déjà meurtri par la désertification industrielle. Devrions-nous attendre ad vitam aeternam la mort de la croissance sans étudier des pistes nouvelles qui permettraient d'assainir l'économie française et européenne ? Qu'attend-t-on pour que la banque centrale européenne prête directement aux Etats plutôt qu'aux banques à des taux confiscatoires ? Qu'attend-t-on pour soutenir les propositions des salariés dans les entreprises pour faire de l'emploi la réelle contre attaque à l'austérité ?

Je ne peux imaginer des combats formidables comme ceux des M-real à Alizay qui permettent aujourd'hui tous les espoirs quant à une reprise de l'activité rapide alors qu'à l'échelle européenne on sacrifierait toute possibilité de soutien des Etats aux luttes pour le développement de l'emploi. Etre de gauche, c'est bannir le double langage ! C'est dire oui au développement économique et de l'emploi, et c'est aussi dire oui à la croissance par une indépendance budgétaire des Etats.

Gaëtan Levitre,
Maire d'Alizay, Conseiller général.

MANIFESTATION

Non à l'austérité permanente ! Refusons le Pacte
budgétaire et ouvrons le débat en Europe !

DIM. 30 SEPT. # 13H30 À NATION

THEATRE... CULTURE A LA FETE DE L'HUMA ?

Et bien oui ça marche !

Les communistes d'Evreux et leurs élu-e-s avaient eu l'idée de proposer aux visiteurs de la Fête de l'Humanité une exposition sur leur théâtre et une pétition pour sauver ce beau bijou dit « à l'italienne ».

Succès à la sortie avec des centaines de signatures, une rencontre-débat fort enrichissante le samedi après-midi avec la participation de Jacques Falguière, ancien directeur du théâtre.

Une initiative bien sympathique et fort utile pour préserver l'avenir de ce lieu culturel incontournable de la cité ébroïcienne, le correspondant local d'*Eure-Infos* qui nous a fait le plaisir de nous rendre visite sur place, n'avait pour sa part retenu que le petit côté de l'affaire.

L'édition du même journal de cette semaine qui a repris le communiqué du secrétaire de la section d'Evreux du PCF a permis de compléter l'information de ces lecteurs.



Rencontre des pétitionnaires au stand de la fédération de l'Eure

Beaucoup de sujets de rencontres, de débats sur cette fête de l'Huma 2012, particulièrement dans les stands de l'Eure, comme vous pouvez en prendre connaissance dans ces pages.

Alors bien évidemment la question au centre de l'actualité politique - le traité européen - a été l'occasion d'une rencontre des signataires de l'appel à rejeter ce traité scélérat et à exiger pour le moins que les citoyens soient consultés par référendum.

Cette rencontre a eu lieu le dimanche matin au stand d'Evreux et de la fédération de l'Eure, en présence notamment de Catherine Picard, ex-député socialiste de la 5e circonscription de l'Eure, qui a eu l'occasion d'expliciter les raisons de son opposition à ce traité, des positions qu'elle défendra aux côtés de M. N. Lienemann dans le cadre de la motion 3 au congrès du PS.

L'occasion aussi pour notre conseiller régional communiste, Jean-Luc Lecomte de souligner les graves dangers qui menacent les collectivités locales, leurs budgets... donc les populations si ce traité s'appliquait. L'occasion enfin d'encourager tous les militants à s'engager dans la bataille avec la pétition à l'aide du supplément de l'Huma ci-contre et de réussir le rendez-vous du 30 septembre.

Christian Jutel

A quoi vont servir les états généraux de la démocratie territoriale ?

A la veille de leur ouverture, nous apprenons avec stupéfaction que le projet de loi de décentralisation, annoncé pour la fin de l'année, est d'ores et déjà écrit et prêt à être déposé.

Cette déclaration de la ministre Mme Lebranchu, faite au journal « Les Echos », éclaire d'un jour nouveau la consultation des élus locaux, organisée dans le cadre des Etats Généraux de la démocratie territoriale.

Après avoir contribué à leur organisation, les sénateurs du groupe CRC n'acceptent pas que la relation de confiance qui s'était nouée, avec cette consultation, soit aujourd'hui bafouée par le gouvernement.

Les états généraux ne peuvent être ainsi mis devant le fait accompli.

Devant cette situation, ils demandent au Président du Sénat Jean -Pierre Bel de maintenir les objectifs des états généraux : écoute des élus et propositions pour la réforme à venir.

Dans ces conditions ils appellent l'ensemble des élus locaux à assurer le succès de ces états généraux et à y faire entendre plus fortement encore leur voix, pour affirmer leurs exigences.

Ils s'engagent enfin à agir au sein de la Haute Assemblée pour que la voix des élus locaux soit respectée au cours des débats sur la future réforme de décentralisation.

Paris, le 25 septembre 2012,

Communiqué du groupe communiste républicain et citoyen du sénat



LES DEBATS-RENCONTRES AUX STANDS EUROIS FETE DE L'HUMANITE 2012

Eure-Seine-Cuba :

riche débat sur la coopération décentralisée

Parmi les débats organisés sur les stands eurois, celui qui s'est tenu sur le stand Eure-Seine a pris une teinte à la fois internationaliste et agricole en abordant le thème de la coopération décentralisée et de la réforme agraire à Cuba. L'expérience de nos camarades d'Alizay, au travers de l'association Alizay Sans Frontières, a servi de point de départ pour ce débat. C'est Gaëtan Levitre, maire et conseiller général communiste, et Serge Gestin, architecte, qui nous ont fait part des projets, passés et futurs, d'ASF, d'abord à Santiago de Cuba puis sur le Troisième Front.

Jacques Marzin, de Cuba Coopération Hérault, Xavier Compain, responsable national du PCF à l'agriculture, puis Jose Luis Fernandez de Cossio, conseiller économique et à la Coopération de l'ambassade de Cuba, ont ensuite échangé sur l'idée de coopération, notamment sur le volet agricole et alimentaire.

Deux idées fortes sont sorties de ce débat :

d'une part, la coopération est toujours à double sens et doit permettre un gain d'expériences pour toutes les parties ; elle ne doit pas se résumer à une simple livraison de solutions clés en main parfois inadaptées et nécessite l'écoute des attentes et la prise en compte des moyens disponibles localement ;

dans le cas de Cuba, le projet de réforme agraire décidé par les cubains en 2008 doit permettre à ce pays de sortir d'une dépendance à 90 % des importations alimentaires dans un contexte d'embargo américain toujours complet par le développement de la production



La Fête de l'Huma 2012 battait son plein. Il faisait chaud, le bruit ambiant ne facilitait pas la concentration et pourtant, c'est près de 50 personnes qui se sont entassées sous le stand de Vernon et Gisors du PCF pour écouter la conférence de Gabriel COLLETIS et participer au débat. L'auteur du livre « l'urgence industrielle » devait prendre la parole plus de trois quarts d'heure sans lasser un public attentif et passionné.

Il précisa d'emblée que la crise actuelle n'était pas une crise financière, encore moins une crise des finances publiques mais une très grande crise du capitalisme liée au passage d'une logique de l'internationalisation à une logique de la mondialisation. Insistant sur le rôle clé de l'industrie,



(1 million d'hectares remis en culture par 180 000 nouveaux paysans), l'agriculture urbaine ou de proximité.

Conçu comme un moment d'échange, ce débat entre intervenants et avec le public, a permis de poser les termes de collaborations futures entre associations, PCF et ambassade sur des projets concrets à destination de Cuba.

Ils auront aussi été l'occasion de présenter plus largement la vision communiste d'un secteur alimentaire sorti du secteur marchand au niveau mondial, car "*on ne doit pas spéculer avec l'estomac des peuples*", comme le martèle Xavier Compain !

La coopération décentralisée, illustrée par Alizay Sans Frontières et Cuba Coopération Hérault, peut servir de modèle pour une coopération internationale enfin délivrée de la spéculation et où les paysans et les peuples ne sont pas mis en opposition et en concurrence.

Eric RUIZ, animateur du débat

L'urgence industrielle

Gabriel COLLETIS revenait sur les causes de la désindustrialisation, évoquant notamment l'illusion des services et celle des hautes technologies. Pointant l'énorme responsabilité des grands groupes français dont le destin ne se confond plus aujourd'hui avec celui du pays, celle de l'Etat qui a longtemps mené une politique industrielle de « champions nationaux » et une conception erronée du travail et de la compétitivité, l'économiste en arrivait aux propositions : Promouvoir une autre conception du travail fondée sur les compétences.

Remettre la finance à sa place et au service du développement. Réorienter la production vers les besoins de la société. Faire de l'entreprise une institution à part entière alors qu'elle n'existe même pas en droit français.

Ancrer les activités productives dans les territoires.

Et enfin, le plus important, développer la démocratie, y compris salariale en favorisant l'intervention des salariés dans la stratégie des entreprises. Un débat des plus intéressants s'ensuivit et l'existence même de la crise, la propriété des moyens de production et le dépassement du capitalisme en furent les points saillants.

Une belle initiative et un travail à poursuivre avec Gabriel sur les entreprises de notre département.

Jean-Luc LECOMTE